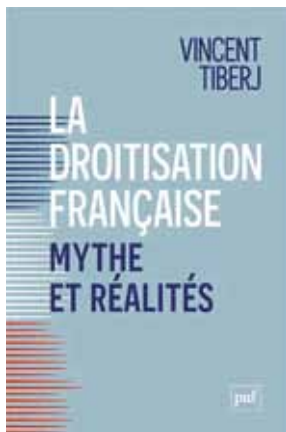


Y a-t-il une **droitisation** de la **société** française ?



Les Françaises et les Français sont-ils vraiment en voie de droitisation ? Le livre *La Droitisation française, mythe et réalités* ⁽¹⁾ revient sur cette « évidence » et montre que le phénomène est plus complexe qu'on ne le croit. Entretien avec son auteur, Vincent Tiberj, professeur de sciences politiques à Sciences Po Bordeaux ⁽²⁾.

Comment en êtes-vous arrivé à l'idée de votre livre, *La Droitisation française*, alors que vous travaillez sur ces sujets depuis longtemps ?

Beaucoup de mes travaux convergeaient (sur les évolutions de valeurs, les renouvellements générationnels, l'abstention...), et j'ai remarqué un décalage fort entre ce qui se dit de la société et mes données.

Ce conservatisme d'atmosphère est nourri par un nombre conséquent d'acteurs dont la légitimité, les connaissances, le rapport au terrain doivent être questionnés. Une réflexion sur les méthodes est nécessaire d'autant que les instituts de sondage sont en crise profonde. Ils peuvent de plus en plus facilement faire des sondages, par Internet ⁽³⁾, de moins en moins coûteux, mais qui sont d'une qualité de plus en plus variable. La construction des échantillons représentatifs doit donc être interrogée : de ceux de l'Insee avec des tirages au sort, une interrogation directe de personnes avec lesquelles on passe du temps, à des sondages pour lesquels les sondés sont de simples volontaires, sans tri. Les « access panels » des instituts (panels de ces individus volontaires) attirent certains profils avec des biais politiques vers la droite et l'extrême droite. De plus, les questions de sondage peuvent être elles aussi biaisées pour faire dire aux répondants ce que l'on veut.

Il ne s'agit pas de renoncer à ces outils car ils sont utiles pour mieux connaître l'état

de la société – d'autant que les biais ne sont pas nouveaux –, mais c'est un enjeu démocratique de débattre de leur qualité.

Dans le baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), on a conscience de ces biais. Ainsi, la proportion de réponses xénophobes diffère selon que l'on demande si l'immigration est source de richesse culturelle, ou si les immigrés sont sources d'insécurité.

J'ai pris toutes les questions répétées dans le temps, posées par différents organismes (instituts de sondage, enquêtes académiques...) ⁽⁴⁾ et j'ai construit trois indices longitudinaux qui suivent les demandes des répondants dans le temps :

- l'indice longitudinal de préférence cultu-

relle, analysant les évolutions sur la place des femmes, des minorités sexuelles, de l'autorité, depuis 1978... ;

- l'indice longitudinal élargi de tolérance, avec des données permettant de remonter aux années 1980 (xénophobie, islamophobie, antisémitisme, immigration, multiculturalisme) ;

- l'indice longitudinal de préférence sociale, portant sur la dimension socio-économique (redistribution, salaires, rôle de l'Etat, contrôle des entreprises, regard sur la pauvreté...).

Et tout cela mis bout à bout démontre la non-droitisation de la « France d'en bas » ?

Sur la base de ces trois indices, la population française est beaucoup moins droitisée qu'on le dit. C'est particulièrement vrai pour l'indice de préférence culturelle qui n'a jamais été aussi haut, notamment pour les enjeux LGBTIQ+.

Sur l'indice de tolérance élargi, tendanciellement, l'acceptation de la diversité est bien plus élevée que dans les années 1980, même s'il peut y avoir des hauts et des bas. Même chose pour l'indice socioéconomique (le libéralisme économique, le retrait de l'Etat de l'économie ou le moins de solidarité ne sont pas plus acceptés).

Souvent, mes interlocuteurs me disent que la droite n'est pas forcément synonyme de conservatisme culturel. C'est vrai, mais elle n'a jamais été très en avance sur les droits des femmes ou des minorités sexuelles... Les Républicains se donnent une bonne conscience culturelle mais en réalité ils suivent le mouvement. Ils ne demandent pas la suppression de la loi Taubira, mais

(1) Puf, septembre 2024, 344 p., 15 euros (voir couverture en vignette).

(2) Voir le précédent entretien avec V. Tiberj sur ce sujet dans *D&L* n° 199, oct. 2022 (en ligne sur ldh-france.org).

(3) Ce que font la plupart des instituts de sondage.

(4) Une seule question ne peut pas permettre de connaître l'état de l'opinion par rapport au racisme et à la xénophobie.

(5) On l'a vu au moment de La Manif pour tous, avec les propos à l'égard de Christiane Taubira, ou plus récemment avec les propos de Jordan Bardella sur les « *brebis galeuses* » de son parti, lors des dernières élections législatives.

(6) Même si certains avaient évolué, ils restaient imprégnés par les notions de races humaines et de leur hiérarchie.

(7) La diversité est devenue banale, le multiculturel beaucoup plus prégnant, l'apprentissage des langues multiple et les centres d'intérêt dépassent largement les frontières.

(8) Le tonton raciste face à sa nièce « woke » sait qu'il ne peut plus dire les mêmes choses, faire les mêmes blagues et, au bout du compte, il finira peut-être par évoluer.

(9) Par détournement du terme « welfare » (Etat providence), se dit pour un système qui oblige les bénéficiaires d'aide sociales à travailler en échange de leurs allocations.



© DR

nombre d'entre eux étaient à La Manif pour tous et bataillent aujourd'hui contre l'éducation sexuelle à l'école. Et sur l'économie et le social, même s'il y a eu des gaullistes sociaux et des nuances, depuis longtemps la droite plaide pour le moins d'impôts et le plus de liberté pour les entreprises.

Quant à l'extrême droite, elle évite les questions culturelles (notamment sur l'homosexualité) mais c'est bien elle qui dit que l'immigration est un problème. Le Rassemblement national (RN) a évolué dans son discours, certaines choses ne sont plus dicibles⁽⁵⁾. Ils parlent autrement de diversité mais derrière, la même logique est reprise avec l'islam ou les minorités culturelles. Quant à leur programme économique, il se teinte de plus en plus de conservatisme.

Comment expliquez-vous ces évolutions ?

J'ai constaté ces évolutions dans mon travail sur les cinquante dernières années. Plusieurs éléments permettent de les expliquer :

- le renouvellement des générations : les plus anciennes qui portent les échos des mondes d'avant s'en vont⁽⁶⁾ et sont remplacées par de nouvelles générations vivant dans un monde très différent⁽⁷⁾ ;
- l'élévation du niveau éducationnel : le diplôme, mais pas seulement. La capacité à lire, réfléchir, à se remettre en question et à mettre en cause des préjugés n'est pas la même avec 50 % d'une classe d'âge dans le

Ci-dessus le discours de Jordan Bardella le 7 juillet 2024, au soir du second tour des élections législatives.

Selon V. Tiberj, « Le RN est très fort – treize-millions de voix – et il a percé dans des secteurs où il n'arrivait pas à s'imposer comme les classes moyennes supérieures ou les boomers conservateurs. Ces derniers sont nombreux, vont voter de façon constante et sont convaincus de leur choix politique. »

supérieur, n'en déplaît aux partisans de la baisse de niveau ;

- la socialisation inversée : on insiste sur la manière dont nous éduquons nos enfants, mais eux-mêmes nous éduquent aussi. Les jeunes reviennent à la maison avec d'autres idées⁽⁸⁾ et font changer leurs parents.

D'autres phénomènes se voient moins. Dans les catégories populaires notamment, les besoins, demandes de solidarité et de redistribution sont toujours là, mais il n'y a plus le sens du « nous ». Le travail de sape du libéralisme économique conduit

les individus à ne plus se sentir membres d'un collectif mais de plus en plus entrepreneurs de leur propre exploitation. Dès lors que l'on est plus conservateur, plus « workfariste »⁽⁹⁾, l'attrance vers le RN devient impressionnante.

Cette évolution est la conséquence de la désintégration des collectifs de travail, de l'affaiblissement des syndicats et surtout de la perte de crédibilité des partis. La chute impressionnante entre 2012 et 2014 des gens qui se placent à gauche repose non sur un désintérêt pour les valeurs de gauche mais sur les politiques conduites sous Hollande. Ce n'est pas une conversion vers des partis de droite et d'extrême droite mais une démission : ils « lâchent l'affaire », et vont faire citoyenneté ailleurs. Le poids de l'extrême droite s'explique par cette perte d'électeurs et d'électrices des formations de gauche. Contrairement à ce qui se passait avant, celles et ceux qui ne vont pas voter ne sont plus seulement des sans-avis, des dominés, des aliénés. Dans les années 1990, 10 % des personnes interrogées se disaient sans parti. Aujourd'hui,

« La chute impressionnante entre 2012 et 2014 des gens qui se placent à gauche repose non sur un désintérêt pour les valeurs de gauche mais sur les politiques conduites sous Hollande. Ce n'est pas une conversion vers des partis de droite et d'extrême droite mais une démission : ils "lâchent l'affaire", et vont faire citoyenneté ailleurs. »

« Il faut refaire démocratie, c'est-à-dire reconstruire un système institutionnel redonnant de la place aux citoyens, qui n'ont jamais été aussi compétents et capables d'assurer leur rôle. Il faut les remettre au centre du jeu. »

ils sont 50 à 60 %, en fonction de la question posée. Cela n'a plus aucun rapport avec l'incompétence ou le diplôme.

C'est ce que vous appelez la « grande démission » ?

Oui, et pour moi, c'est un rasoir à deux lames.

La première concerne les catégories de démissionnaires : notamment parmi les générations qui arrivent, mais aussi celles d'avant (à partir des quinquagénaires), et, en premier lieu, les catégories populaires⁽¹⁰⁾. Celles-ci ne sont pas aliénées mais rejettent toute l'offre, RN et gauche compris. C'est vrai aussi chez les cadres, professions intellectuelles ou diplômés, et encore plus dans le refus du vote en tant que remise de soi, représentation, délégation. C'est le rôle du responsable politique qui est mis en cause.

Deuxième lame : dès lors que les campagnes se jouent sur les cordes de la xénophobie, de l'immigration, du « grand remplacement », etc., c'est autant de temps qui n'est pas dévolu aux inégalités sociales, à la protection des plus faibles... Ce que devrait défendre la gauche. Le RN joue sur son terrain, n'est pas contesté dans son diagnostic des problèmes les plus impor-

tants et n'est pas pris dans ses contradictions. Il attire artisans, commerçants, chefs d'entreprise et ouvriers grâce à un programme économique et social particulièrement flou, alors que dans la réalité il est loin des préoccupations des catégories les plus défavorisées.

Les dernières élections législatives ont bien montré tout cela : ceux et celles qui ont du mal à se déplacer sont bien les jeunes, les employés, les ouvriers... Mais ce sont aussi eux qui se sont remobilisés presque sans intervention des partis, via des associations comme la LDH, des syndicats et des réseaux informels de citoyens, au premier tour contre Emmanuel Macron et au deuxième tour contre Jordan Bardella.

Le RN est très fort – treize millions de voix – mais les anticorps de la société ont fonctionné. Cependant, « il est minuit moins le quart ». L'électorat du RN est de plus en plus convaincu, ce n'est plus un vote de protestation mais un des derniers votes d'adhésion. Plus grave, il a percé dans des secteurs où il n'arrivait pas à s'imposer, comme les classes moyennes supérieures ou les boomers [nés pendant le baby-boom] conservateurs. Ces derniers sont nombreux, vont voter de façon constante et sont convaincus de leur choix politique. Les « démissionnaires » ne sont pas représentés par ceux qui vont voter. Ils sont même éloignés, tant d'un point de vue socioéconomique que culturel. Le RN est vraiment en position de force car, en face, les électeurs qui pourraient voter à gauche sont ceux qui refusent la remise de soi et ce que sont les partis de gauche. Ce sont aussi les plus rétifs à suivre un chef alors que cela reste dominant à l'extrême droite, à droite et au centre⁽¹¹⁾.

Pourquoi un tel écart ?

Une fois le constat posé, soulignons qu'il s'est passé quelque chose de nouveau, d'un point de vue médiatique. Les médias d'opinion ont toujours existé⁽¹²⁾ mais la polarisation est plus visible, notamment avec le « projet bolloréen », créant de la

polémique, avec une claire vision idéologique⁽¹³⁾. Cela se voit dans le détournement de certains concepts qui, jusqu'à présent, n'appartenaient pas à la droite, comme la République et la laïcité⁽¹⁴⁾⁽¹⁵⁾.

Relativisons néanmoins les choses. CNews obtient 3,2 % de parts de marché, Arte 2,8 %, sans parler de France Inter ou de *Ouest-France*. Beaucoup de citoyens vont s'informer ailleurs. De nouveaux médias émergent, y compris au niveau local, et font entendre d'autres choses. En parallèle, beaucoup de citoyens s'auto-informent ; on l'a bien vu lors du Covid, même s'ils n'ont pas toujours utilisé la bonne source. Il est important d'apprendre à la population d'aller en ce sens. Un nombre surprenant de jeunes sont capables de regarder des vidéos très longues, mal montées, avec beaucoup de réflexion.

La prédiction autoréalisatrice peut-elle être évitée ?

Il faut refaire démocratie, c'est-à-dire reconstruire un système institutionnel redonnant de la place aux citoyens. Ils n'ont jamais été aussi compétents et capables d'assurer leur rôle. C'est l'élection qu'il faut changer, pas les citoyens. Il faut remettre ces citoyens (qui ne doivent pas être confondus avec les électeurs) au centre du jeu.

Les citoyens s'engagent autrement, dans les associations, la solidarité de proximité, au quotidien⁽¹⁶⁾, mais ne veulent plus aller voter pour un élu avec qui ils ne sont plus en phase.

Comment faire, alors ? Tout le monde est conscient de ce qui ne marche pas, dans la démocratie française, mais nul ne sait vraiment comment modifier les choses. Le référendum peut être un outil, mais pas le plus parfait⁽¹⁷⁾. Le tirage au sort ? Les conventions citoyennes (cf. celle sur le climat) ? Elles permettent le débat, valorisent la confiance dans les citoyens même si elles ne représentent pas l'ensemble de la population.

La gauche doit avoir la volonté d'aborder de front certains sujets, ceux qui intéressent ses électeurs. Elle doit reconstruire un projet émancipateur. Il ne lui sert à rien de chercher à convaincre ailleurs en reprenant des idées qui ne sont pas les siennes. Toute la science politique européenne le confirme. ●

Propos recueillis par Marie-Christine Vergiat, membre du comité national de la LDH

(10) Quasiment un employé et un ouvrier sur deux ne se sont pas déplacés lors des dernières élections législatives.

(11) Le chef qui sait pour les premiers, ou le chef d'entreprise qui donne le cap pour les seconds.

(12) Cf. *L'Humanité* contre *Le Figaro*, voire *Minute*.

(13) Par exemple les viols de Mazan ne sont qu'un fait divers alors que l'agression de Crépol est un fait de société.

(14) Voir les travaux de Jean Baubérot ou de Philippe Corcuff.

(15) La République est devenue un principe d'autorité et non plus un principe d'émancipation. La laïcité est devenue garante d'une identité traditionnelle blanche et catholique, alors qu'elle devrait être celle de la diversité culturelle et religieuse (la liberté de croire et de ne pas croire).

(16) Par exemple dans les Amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), les associations de parents d'élèves, les bars associatifs, ou encore les comités des fêtes dans les zones rurales.

(17) Pour s'en convaincre il suffit de comparer la façon dont ils sont trop utilisés en Suisse et pas assez en France.